



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Energie-Debat-sous-haute-tension-a>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Énergie. Débat sous haute tension à l'Assemblée**

25 mai 2004

Énergie. Débat sous haute tension à l'Assemblée

Le changement de statut d'EDF et GDF a plané lors des débats des députés sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie qui doit être voté ce soir.

Les députés sont appelés à se prononcer cet après-midi sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie, censé officiellement permettre la " maîtrise " de la demande en énergie. Un vote qui intervient alors que la discussion de ses articles devait se poursuivre jusqu'à hier soir à l'Assemblée nationale, faute d'avoir été close la semaine dernière, comme initialement prévu. La cause de cette prolongation : le dépôt de 800 amendements sur le texte, témoin du malaise que suscite le décalage entre les questions qu'il soulève, et l'action politique du gouvernement.

Au premier rang des préoccupations, la concomitance de l'examen du texte avec celui prévoyant le changement de statut d'EDF et GDF. Une concomitance que Nicolas Sarkozy ne s'est d'ailleurs pas gardé de souligner, mardi, en affirmant que " ce projet de loi fixe le cadre dans lequel les grandes entreprises de l'énergie, et notamment EDF et Gaz de France vont agir ".

À l'occasion de la défense d'une motion de procédure contre le texte, André Gerin (PCF) a fustigé un texte qui a " encore privilégié un raisonnement de court terme, basé sur la libéralisation des marchés, la déréglementation de l'énergie et la privatisation des entreprises publiques ". " Vous avez beau faire patte de velours avec une privatisation qui ne dit pas son nom, vous ne trompez personne ", a poursuivi le député, anticipant sur la réponse de Patrick Devedjian, ministre délégué à l'Industrie, qui nie toute prétention du gouvernement à la privatiser EDF et GDF, " ni pour aujourd'hui ni pour demain ".

Une déclaration qui n'a guère apaisé les députés de l'opposition, très surpris d'apprendre, mercredi, les annonces faites le jour même en Conseil des ministres concernant le changement de statut d'EDF et GDF. " On se moque de la représentation nationale ", a lancé André Gerin à l'adresse du gouvernement, demandant, avec le soutien des socialistes, " le report de l'examen du projet ", sans toutefois l'obtenir. De son côté, Janine Jambu (PCF) a pointé les contradictions entre le discours et les actes gouvernementaux concernant EDF et GDF : " L'ouverture de leur capital et à terme, leur privatisation ne cadrent assurément pas avec cette volonté de préserver les principes fondamentaux du service public qui est censée vous animer.

"

Autre hiatus dénoncé, la focalisation du texte sur le nucléaire. Si " l'abandon du nucléaire n'est pas envisageable ", a rappelé André Gerin, cela ne signifie pas qu'il faille " pour autant négliger la question des énergies renouvelables ni les économies d'énergie ". Pour les députés communistes, qui se prononcent par ailleurs pour " un renforcement des droits des salariés et de la population " concernant l'énergie nucléaire, " que le principe de sécurité ne saurait étouffer ", " le projet laisse curieusement de côté des secteurs entiers qui pourtant consomment du pétrole, polluent et contribuent au réchauffement climatique ".

Au long du débat, l'insatisfaction a gagné tour à tour presque tous les bancs. Pour Jean-Yves Le Déaut (PS), qui a appelé à prendre en compte l'impact " sur le réchauffement planétaire " des politiques de l'énergie, le débat méritait mieux " qu'un zoom sur la seule question de l'EPR ". Yves Cochet (les Verts) a, quant à lui, regretté sans surprise " l'impasse stratégique " que constitue à ses yeux " le développement de la filière nucléaire ", " industrie qui incite au terrorisme " (sic). Il a été en partie rejoint par Jean Dionis du Séjour (UDF), dont le groupe a par ailleurs souhaité " que le gouvernement ait le courage d'aller au bout " de la réforme d'EDF et GDF et de s'attaquer au statut des agents, qu'il faut " adapter au droit commun des entreprises ". Des réserves qui ne devraient toutefois pas empêcher la majorité d'adopter, comme à son habitude, le texte qui lui est soumis.

Sébastien Crépel

Incident

Devedjian dérape sur Hiroshima

C'est Jean-Yves Le Déaut (PS) qui a relevé le fait, consigné dans les procès-verbaux des travaux de l'Assemblée. Mercredi dernier, dans la nuit, selon ces procès-verbaux, en réponse à Yves Cochet (Verts) qui évoquait, dans le débat sur le nucléaire le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki, le ministre Patrick Devedjian lui a répondu : " Cela les a calmés ! " Hier, le ministre n'a pas démenti le propos, mais a tenté de se défendre en...

légitimant l'emploi de la bombe atomique par le fait que " la guerre aurait continué beaucoup plus longtemps, s'il n'y avait pas eu l'épisode dramatique d'Hiroshima et Nagasaki ". Bref, Devedjian, au lieu d'admettre le dérapage et de le regretter, a préféré s'enfoncer... Un propos très grave dans la bouche d'un ministre, dont on peut se demander dans quelle mesure il relève alors du faux pas.

S. C.